



MAIRIE DE L'ISLE SUR LA SORGUE

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		
Référence du dossier : PC08405422F0071M01		
Demande du : Date de demande de pièces : Dossier complet depuis le :	26/02/2024 - affichée en Mairie le : 05/03/2024 26/02/2024	Destination : habitation
Par :	Monsieur BOUDIN Louis Autre demandeur : Madame ROUVIERE Marion 800, Avenue Jean Monnet 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE	SP créée : 0 m ²
Demeurant à :	800, Avenue Jean Monnet 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE	
Pour des travaux de :	Modification de l'adresse des travaux	
Sur un terrain sis :	800, Avenue Jean Monnet 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE - Cadastéré : K1-1824	

Le Maire de la Commune de L'ISLE SUR LA SORGUE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé en date du 28/02/2017, révisé et modifié le 16/02/2021,

Vu le permis de construire initial en date du 28.11.2022,

Vu le règlement de la zone UCj du PLU en vigueur,

Considérant que le chemin d'accès initial (servitude de droit privée) desservant la propriété du pétitionnaire a été légèrement modifié, mais ne changeant en rien la configuration du terrain d'assiette, et ne remettant aucunement en cause l'autorisation délivrée initialement,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Les nouveaux plans ci-annexés annulent et remplacent ceux du permis d'origine susvisé. Les prescriptions contenues dans l'autorisation initiale demeurent inchangées de même que la durée de validité de l'autorisation initiale qui est fixée à trois ans à compter du 28.11.2022.

Nouvelle adresse des travaux : 800, Avenue Jean Monnet (au lieu du 808) – 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE.

L'ISLE SUR LA SORGUE, le 19/03/2024

Pour le Maire,

l'Adjointe déléguée à l'urbanisme,

Françoise MERLE.



Décision exécutoire le 21 MARS 2024

Affiché le 21 MARS 2024

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article R-424-12 du Code de l'Urbanisme.

Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
 - **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de **trois ans** à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. (
 - **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
 - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite.*
 - **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-I et suivants du code des assurances.
-